

## ÉDITORIAL

### L'EXPRESS INTERNATIONAL



#### ÉTATS-UNIS

##### Pékin dénonce

La Chine a pris à partie hier les États-Unis qu'elle a accusés de vouloir dominer le monde « par tous les moyens », mais estimé que ce serait de plus en plus difficile à mettre en œuvre au XXI<sup>e</sup> siècle. Faisant un bilan de la politique étrangère américaine, l'agence Chine-Nouvelle a estimé que malgré son implication accrue dans les affaires mondiales, Washington n'était pas parvenu à contrer la tendance à « la multipolarité », dont le meilleur exemple est, selon Pékin, l'émergence de l'Union européenne. L'agence a reconnu que les ambitions « hégémoniques » des USA avaient reçu un soutien inattendu de la crise financière qui a frappé le Japon et la Russie, alors que l'économie US a continué à croître en 1998.

d'après AFP

#### ITALIE

##### L'affaire Ocalan

La Cour d'appel de Rome a jugé « irrecevable » hier une requête de l'avocat italien de la Turquie réclamant des mesures coercitives à l'encontre du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, a-t-on appris de source judiciaire. L'avocat, Me Augusto Sinagra, avait demandé une mesure conservatoire à l'encontre du président du PKK en attendant que la Cour d'appel statue sur la demande d'extradition déposée par la Turquie. La Cour d'appel avait décidé le 16 décembre de lever l'assignation à résidence d'Abdullah Ocalan. Dans ses attendus, la Cour souligne qu'il revient « au seul ministre de la Justice de demander l'application d'une mesure de contrainte ».

d'après AFP

#### ANGOLA

##### Retrait de l'ONU ?

Un retrait des forces de l'ONU de l'Angola, devant l'escalade des combats dans ce pays du sud-ouest de l'Afrique, reste « toujours possible », a déclaré hier un diplomate onusien. Le secrétaire général Kofi Annan avait averti le mois dernier le Conseil de sécurité qu'il se réservait le droit de recommander un retrait du millier de Casques bleus présents dans ce pays « si la situation du point de vue de la sécurité devenait invivable », a rappelé ce diplomate. Une équipe de secours de l'ONU attendait la permission hier de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) pour se rendre sur le site, dans le centre du pays, où s'est écrasé samedi un avion qui comptait à son bord 10 observateurs de l'ONU et quatre membres d'équipage, dont on ignore pour l'instant si certains ont survécu.

d'après AFP

#### MEXIQUE

##### Assassins arrêtés ?

Deux Indiens huichol, Juan Chivarra et Miguel Hernandez, ont avoué être les assassins du journaliste américain Phillip True, tué alors qu'il effectuait un reportage sur les Indiens huichol dans l'ouest du Mexique, a annoncé hier la presse mexicaine. Les deux hommes ont été incarcérés à Guadalajara, précise la presse, qui évoque deux hypothèses pour expliquer l'assassinat du journaliste. La première avance que True a été tué pour avoir pris en photo les deux indigènes sans leur autorisation; selon la seconde, ceux-ci l'auraient attaqué pour le voler.

d'après AFP

Autres informations  
pages B3 à B6

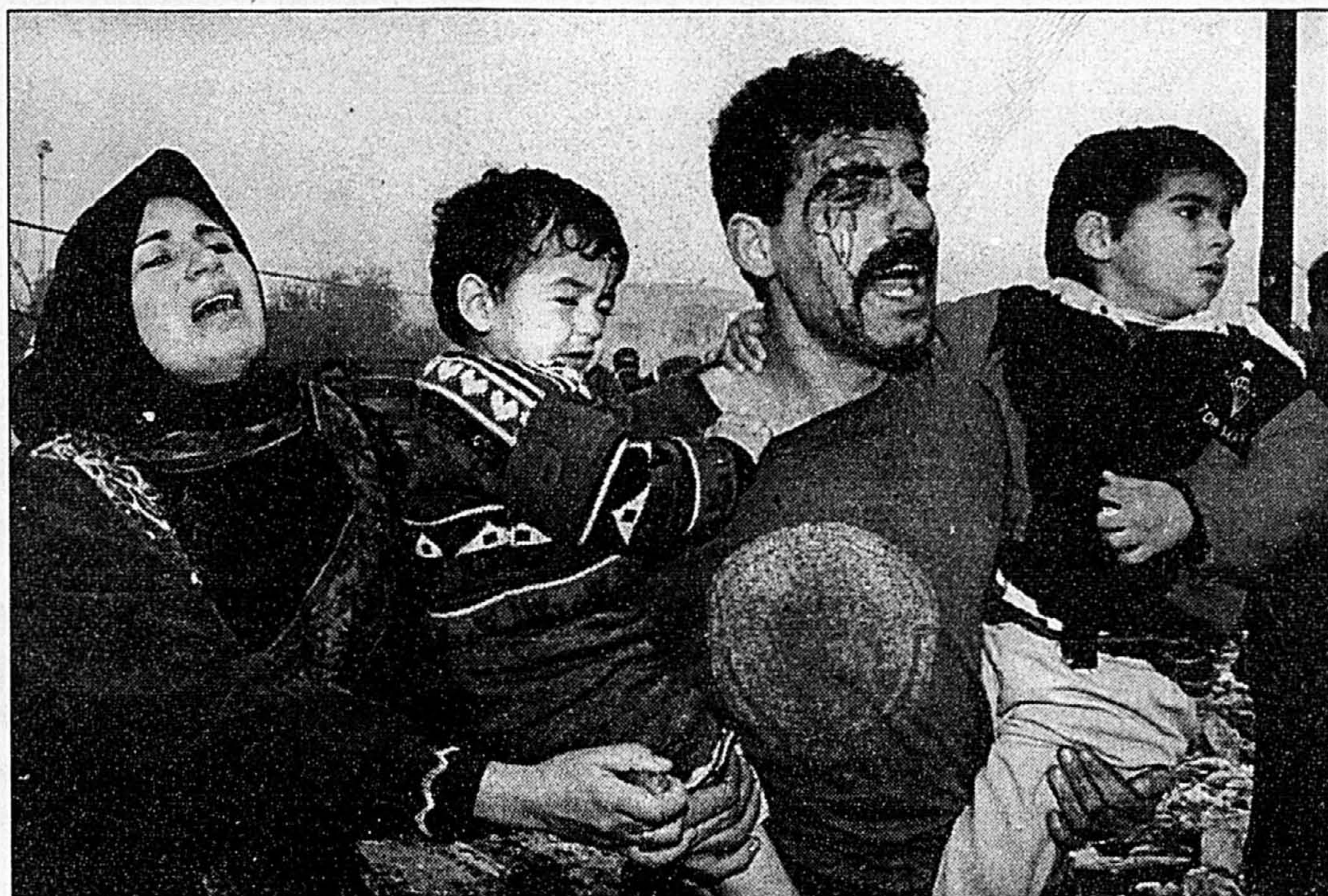


PHOTO JAFAR ASHTIEH, AFP

L'une des maisons démolies en Cisjordanie appartenait à Houssam Abou Yakoub, un ouvrier en bâtiment qui l'habitait avec sa femme et ses deux enfants. La famille ayant refusé de quitter son logement, l'armée a utilisé des gaz lacrymogènes pour les enfumer et les forcer à sortir.

## Élections israéliennes anticipées le 17 mai

d'après AFP  
JÉRUSALEM

Les élections générales anticipées en Israël auront lieu le 17 mai, a affirmé hier la télévision publique.

Cette date a été établie en commun accord par le Likoud, le parti de droite au pouvoir, et l'opposition travailliste.

La commission des Lois du Parlement, qui doit examiner le projet de dissolution de la Knesset, devra se prononcer aujourd'hui.

Le gouvernement Netanyahu a reçu entre-temps un camouflet lorsque le Parlement a refusé son projet de loi cadre budgétaire pour 1999, a-t-on appris de source parlementaire.

Cela va contraindre le gouvernement à refaire sa copie dans les jours qui viennent. En principe, le budget doit être adopté avant le 31 décembre.

Par ailleurs, l'armée israélienne détruisait hier deux maisons palestiniennes en Cisjordanie, provoquant des heurts sanglants avec la population locale et faisant deux blessés.

L'une des maisons appartenait à

Houssam Abou Yakoub, ouvrier en bâtiment, qui l'habitait avec sa femme et ses trois enfants. L'autre était une extension de la maison d'Audeh Abdel Kader, qui avait agrandi son logement pour héberger sa femme et ses cinq enfants.

Les deux familles ayant refusé de quitter leurs logements, l'armée a utilisé des gaz lacrymogènes pour les enfumer et les forcer à sortir.

Israël a détruit près de 700 maisons palestiniennes depuis la signature des accords d'autonomie en septembre 1993, selon le Comité palestinien de la terre et l'environnement. Quelque 2000 autres maisons sont frappées d'un ordre de destruction.

Dans ces élections, les Israéliens éliront simultanément leur premier ministre ainsi que les 120 députés de la Knesset.

Un second tour pour la désignation du premier ministre aura lieu le 1<sup>er</sup> juin si aucun candidat ne dépasse la barre des 50 % au premier tour.

En revanche, un seul tour est nécessaire pour les législatives, qui ont lieu à la proportionnelle.

La liste des candidats pour l'élection du premier ministre n'est pas encore arrêtée, mais elle devrait

comprendre au moins quatre noms : le chef du gouvernement sortant, Benjamin Netanyahu (droite), le chef de l'opposition travailliste, Ehud Barak, le candidat ultra-nationaliste, Benny Begin, et un candidat centriste, qui pourrait être l'ancien chef d'état-major, Amnon Lipkin-Shahak, ou le dissident de la droite, Dan Meridor.

Selon la télévision, Netanyahu et Barak se sont mis d'accord pour une longue campagne électorale afin « d'avoir à l'usure » Lipkin-Shahak, qui part favori dans la course au poste de premier ministre, selon les derniers sondages.

Pour le moment, Lipkin-Shahak n'a pas annoncé sa candidature et n'a fait aucune déclaration sur son éventuel programme.

Selon les commentateurs, il devrait être la cible privilégiée de la droite comme de la gauche dès qu'il se prononcera publiquement sur des questions telles que la poursuite du processus de paix avec les Palestiniens.

« Netanyahu a voulu aider Barak à battre Lipkin-Shahak au premier tour, car le premier ministre a aussi un problème avec Lipkin-Shahak », a estimé le député du Likoud Rubin Rivlin.

## Purge au sein de l'armée yougoslave

d'après AFP  
BELGRADE

Le président yougoslave, Slobodan Milosevic, a fait une purge dans l'armée afin de renforcer l'emprise du pouvoir politique sur la hiérarchie militaire, confrontée à une montée en puissance des indépendantistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

Par un décret samedi, le chef de l'État yougoslave, commandant suprême des forces armées, a remplacé les titulaires d'une vingtaine de postes-clés à l'état-major général.

La situation demeurait explosive hier dans le nord du Kosovo, où les séparatistes albanais de l'UCK maintenaient leurs positions attaquées pendant quatre jours par les forces serbes.

Depuis la veille de Noël, lorsque la police et l'armée ont lancé une opération d'envergure contre un bastion de l'UCK, en représailles à l'assassinat d'un policier serbe à Podujevo, des combats ont émaillé chaque jour cette région traversée par l'axe routier qui la relie au centre de la Serbie.

Quatre jours d'affrontements ont fait 15 morts côté albanais, et un mort et six blessés côté serbe, selon des bilans officiels.

Ce brusque regain de violence est survenu après deux mois de trêve plus ou moins respectée, dont l'UCK a profité pour reprendre les positions abandonnées par les gouvernements en vertu des accords conclus à la mi-octobre par Milosevic avec la communauté internationale.

Les combats des derniers jours ont confirmé que l'UCK est devenue une force militaire capable de résister à des assauts ponctuels des forces serbes, bien que celles-ci soient mieux équipées et dotées d'une solide tradition militaire.

La mission de vérification du cessez-le-feu au Kosovo entreprise par l'OSCE risque entre-temps de déboucher sur un fiasco avec la recrudescence des affrontements.

Le président en exercice de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), Bronislaw Geremek, n'a pas caché hier son pessimisme.

« Si l'escalade de la violence et d'effusion de sang se poursuit, l'OSCE devra revoir les formes de son action au Kosovo dans un contexte d'une plus grande implication de la communauté internationale pour trouver une solution pacifique au conflit », a mis en garde Geremek, ministre polonais des Affaires étrangères.

### REPÈRES / Allemagne

## Une présidence chargée

ISABEL PARENTHOEN  
de l'AFP, BONN

L'Allemagne s'est composée un menu chargé pour sa présidence de l'Union européenne, au premier semestre 1999 : refinancement de l'UE, réforme de la politique agricole et des aides régionales, alliance des Quinze dans la lutte contre le chômage et négociations pour l'élargissement.

Le tout sur fond de réduction de la contribution nette de l'Allemagne au budget de l'Union, dont le gouvernement du social-démocrate Gerhard Schroeder a fait une priorité. « Nous ne pouvons ni ne voulons résoudre les problèmes de l'Europe avec le carnet de chèques allemand », a asséné le chancelier devant le Parlement le 10 décembre à Bonn.

S'il a adopté un ton nettement plus prudent que celui de son prédécesseur Helmut Kohl en matière d'élargissement et refuse de se lier les mains avec une quelconque échéance à l'adhésion d'une pre-

mière vague de prétendants à l'UE, Schroeder veut également oeuvrer pour que l'UE décide dès 1999 « d'engager des négociations » avec de nouveaux candidats.

Plein d'enthousiasme, son gouvernement frais émoulu aligne les objectifs : nomination d'un monsieur (ou madame) Politique européenne de sécurité et de défense, suppression des disparités fiscales « injustes », relance du dialogue de l'UE avec la Russie, le Proche-Orient ou l'Afrique, inscription de l'environnement au centre des préoccupations des pays membres.

Il lui faudra aussi arracher un accord des Quinze sur le nom d'un nouveau président de la Commission européenne.

« Difficile de dégager une priorité dans tout ça », souligne une source diplomatique à Bonn. « C'est trop, il sera impossible de tout mener de front », affirme une autre.

Le candidat tête de liste du Parti social-démocrate allemand (SPD) aux élections européennes de juin, Klaus Haensch, n'y va pas par quatre chemins.

« Il est impossible de lancer les réformes » du financement de l'UE, de la politique agricole commune et des fonds d'aide structurelle « tout en obtenant une réduction de la contribution allemande et en respectant le calendrier » prévu, a déclaré Haensch, ancien président du Parlement européen, à l'hebdomadaire Die Zeit.

L'Allemagne veut parvenir à un accord sur l'Agenda 2000 (financement de l'UE pour la période 2000-2006 et réforme des fonds structurels et de la politique agricole commune, PAC) lors d'un sommet extraordinaire des chefs d'état et de gouvernement des Quinze prévu les 24 et 25 mars à Bruxelles.

Les positions sont très éloignées : l'Allemagne réclame une diminution de sa contribution nette — avec quelque 14 milliards de dollars, plus de 60 % du total en 1997 — tandis que la France refuse en compensation tout co-financement national de la PAC et que les pays du Sud (Espagne, Portugal et Grèce) veulent continuer à bénéficier des aides structurelles.

Le chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer, ne se fait guère d'illusion. Il faudra « attendre le dernier quart d'heure de la dernière nuit de négociation » pour trouver un compromis, a-t-il averti.

Déjà, le ministre marathonien a accompli une tournée des capitales de l'UE : 13 pays en trois jours, l'Autriche ayant eu son tour à la mi-décembre avec le sommet européen qui a clos sa présidence de l'Union.

L'endurance ne suffira pas. Certes, l'Allemagne dispose du soutien affiché de la France, qui veut elle aussi clore l'Agenda 2000 en mars.

Mais il lui faudra aussi beaucoup de doigté, tant aux Affaires étrangères qu'à la Chancellerie ou aux Finances, pour ne pas heurter ses partenaires en poursuivant des fins d'intérêt national sous sa présidence.

Et si Schroeder a posé si clairement ses cartes sur la table dès décembre, souligne une source diplomatique, c'est qu'il est contraint, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, à « une certaine neutralité ».



LES BÉBÉS DE L'ANNÉE  
98

Un cahier spécial  
à ne pas  
manquer  
jeudi  
dans

La Presse

# Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT  
MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION  
ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

## Calamités financières et confiance

Lors de la crise du verglas, il y a un an, on a pu craindre un moment que la vie organisée à Montréal allait s'arrêter net. L'été dernier, d'aucuns ont eu le même sentiment angoissant au sujet de l'économie mondiale, car les crises se succédaient et s'entremêlaient à une allure inquiétante. On pensait notamment que la mondialisation était allée trop loin et qu'il fallait donner un grand coup de frein à la libéralisation des marchés.



Frédéric Wagnière  
fwagnier@lapresse.ca

Avec quelques mois de recul, on s'aperçoit que ce n'est ni la mondialisation ni l'économie de marché qui sont malades. Le monde a été la proie de maux bien plus anciens et bien plus banals : la corruption, le crime et l'incompétence. Et tous ceux qui n'ont été exposés à aucun de ces fléaux s'en sont extrêmement bien tirés, à commencer par l'économie canadienne dans son ensemble.

L'Indonésie a été un des foyers d'infection de la crise. Elle a aussi été la scène du scandale de Bre-X, la fraude minière la plus monumentale de l'histoire. Or, malgré l'enchevêtrement des intérêts de la famille Suharto et ceux des promoteurs canadiens de la mine, le monde a attendu de longs mois avant de conclure qu'il fallait une réforme en profondeur du système bancaire et un renouveau politique à la tête de l'État pour justifier un sauvetage des finances indonésiennes.

En Thaïlande, la corruption était moins concentrée. La crise est issue d'une spéculation immobilière débridée, alimentée par des fonds destinés à l'expansion industrielle ou à assainir la situation critique des banques japonaises. Comme toute spéculation excessive, elle s'est terminée dans l'effondrement des prix et la faillite des spéculateurs les plus téméraires.

En Russie, c'est la spoliation des banques et des grandes entreprises privatisées par la nouvelle classe possédante qui a obligé le gouvernement à emprunter massivement à l'étranger, puis à dévaluer le rouble et à renier une partie de sa dette.

■ ■ ■

Toutes ces activités peu reluisantes ont fini par provoquer une baisse violente à la Bourse de New York et ailleurs dans les centres financiers mondiaux. Une correction était attendue depuis longtemps, mais personne ne pensait qu'elle se présenterait d'une façon aussi brusque. Puis, le fonds spéculatif Long Term Capital Management (LTCM) a failli sombrer. La Federal Reserve a alors organisé un sauvetage, car elle craignait qu'une faillite entraîne des banques et des maisons de courtage dans la débâcle. On peut juger de l'envergure de ce sauvetage par le fait que la mégabanque suisse UBS y a quand même perdu plus d'un demi-milliard de dollars américains.

Enfin, M. George Soros, qui avait gagné des milliards en pariant sur la dévaluation de la livre sterling, en 1992, a perdu — ou plutôt les fonds qu'il gérait ont perdu — 4 milliards de dollars, dont la moitié en spéculant sur le rouble. Cette fois, il estime que les banques centrales auraient dû intervenir pour stabiliser les marchés.

En fait, les banques centrales, les gouvernements et le Fonds monétaire international se sont montrés remarquablement laxistes à l'égard de gens qui étaient incompétents dans leur gestion de l'épargne du public ou qui étaient passés maîtres dans l'art de créer et de profiter des conflits d'intérêts.

■ ■ ■

Dans un livre qui vient de paraître, M. Soros fustige le système financier qui pourrait, pense-t-il, entraîner la fin du capitalisme de marché. Mais celui qui a amplement profité de la liberté de ces marchés, qu'il décrie maintenant, ne trouve d'autres solutions qu'une assurance mondiale pour le crédit, le contrôle des flux de capitaux et des crédits massifs pour les économies en difficulté.

En réalité, le système financier international a moins besoin de nouvelles agences, de nouveaux contrôles et d'interventions plus massives des pouvoirs publics que d'un retour aux vertus qui ont permis à ces marchés de se développer.

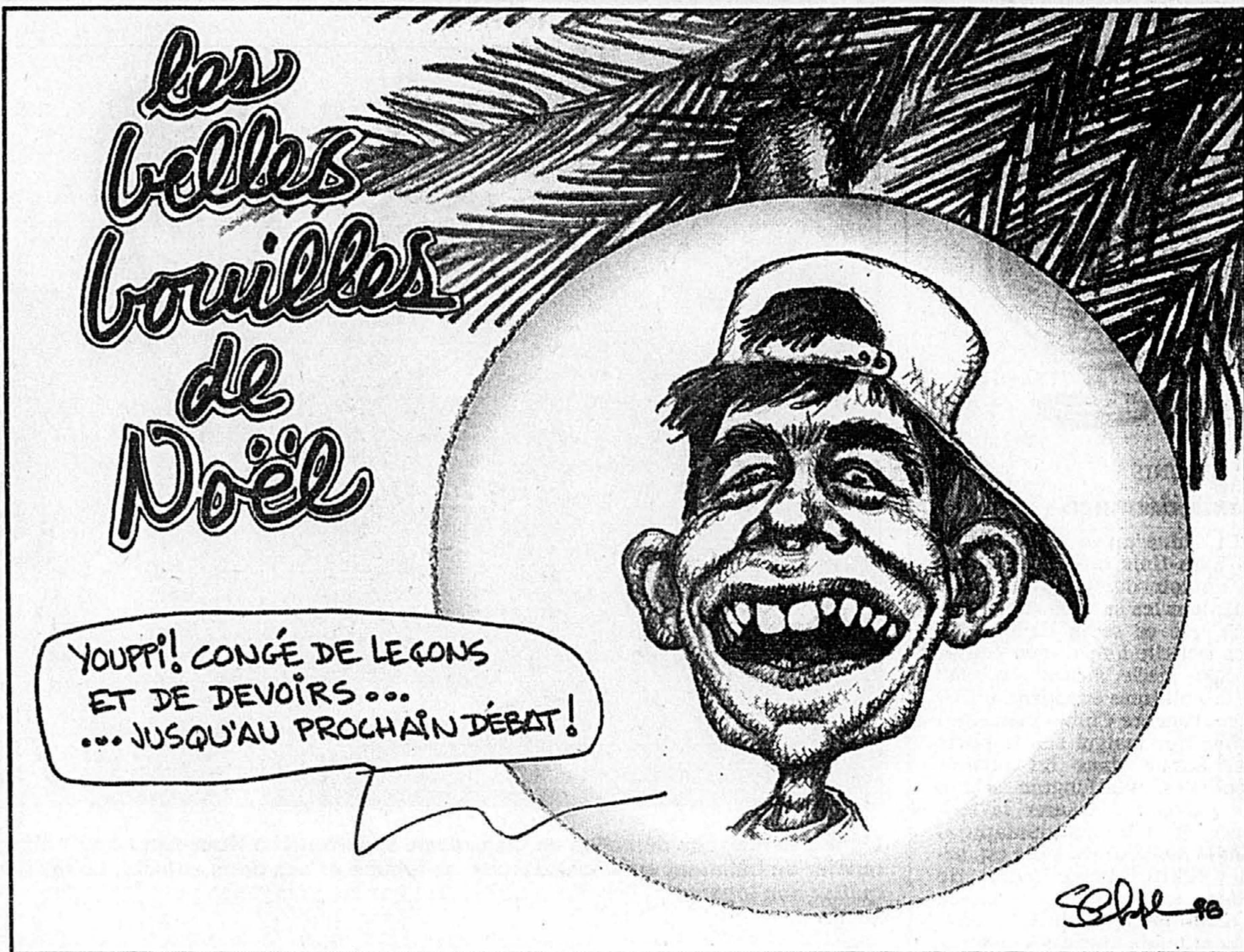
Tout système financier, même le plus primitif, repose sur le crédit, c'est-à-dire sur la confiance. Il y a la confiance dans les gens, avec qui on fait affaire, et celle dans le système lui-même. Ainsi, on accepte une pièce de monnaie en paiement d'un bien ou d'un service parce qu'on a confiance que quelqu'un d'autre l'acceptera à son tour.

Une crise financière reflète la crainte que la monnaie ne pourra plus être échangée comme avant, ou qu'une banque ne pourra pas restituer les dépôts du public ou, encore, que le gouvernement ne pourra pas rembourser sa dette. Ce manque de confiance, lorsqu'il se généralise, provoque justement la situation que l'on cherche à éviter.

Or, la confiance repose moins sur les lois et les règlements qui encadrent le système financier que sur la probité et le professionnalisme des personnes qui créent le marché et qui sont à la tête des institutions financières. Et dans tous les scandales financiers de 1998, on trouve toujours des responsables et seulement rarement une réglementation qui est mal faite ou des défaillances du marché lui-même.

Pour éviter de nouvelles crises financières, il faut que le public possède assez d'informations pour justifier sa confiance dans le système. Si les Japonais avaient connu la véritable nature des placements qui étaient censés sauver leurs banques, les pratiques qui ont failli entraîner le monde entier dans une récession grave n'auraient pas duré près de 10 ans. Et si on avait su que les activités de LTCM portaient sur 3000 milliards de dollars — et non 80 milliards comme on le pensait — la situation se serait rectifiée avant que les banques ne perdent des centaines de millions.

Pour garantir la solidité du système financier mondial, rien ne remplacera jamais la certitude que ses responsables sont à leur affaire et ne trichent pas. Tout le reste n'est que du replâtrage.



DROITS RÉSERVÉS

serge.chapleau@lapresse.ca

## LA BOÎTE AUX LETTRES

# Un Noël à Ville-Marie

HÉLÈNE-ANDRÉE BIZIER

L'auteure est historienne. Elle nous a fait parvenir le petit texte suivant qui, sans être une chronique de moeurs ou une chronique gastronomique, révèle une atmosphère bien peu connue quant aux noëls en Nouvelle-France.

Claude de Mousson est un jeune tambour. Débarqué en Nouvelle-France avec le régiment de Carignan. Le 25 décembre 1665, ayant fêté Noël dans la joie, il marque une pause pour écrire à sa mère. Imprégnée de respect et d'amour filial, la lettre vise à rassurer la marquise qui pouvait craindre le pire pour son fils. C'est à ce sentiment que nous devons cette description d'un Noël à Ville-Marie.

Peu avant minuit, dans la soirée du 24 au 25 décembre, les habitants de la ville s'engagent sur les sentiers conduisant à l'église, une simple chapelle construite rue Saint-Paul, près de l'Hôtel-Dieu. Les Français ont sans doute revêtu leurs plus beaux atours, mais les Algonquins qui marchent avec eux ne sont pas en reste, ayant endossé des « vêtements de peau de chevreuil, ornés de porcelaines et de pelleteries ».

L'atmosphère est à la prière et, avant

le « quart de minuit », le Te Deum est entonné par l'abbé Gabriel Souart. Lui répond un chœur de basses dont les voix sont enrichies par la musique. « L'harmonie, note Claude de Mousson, en plut puissamment. Je pense même que monsieur Lully, n'eût pas été mari de nous ouir. » D'autres chants, inspirés par la magie de la Nativité succèdent au premier : « Le Kyrie et le Gloria furent une messe de Palestrina et les autres parties de l'office en faux-bourdon ; de même que le Salvum fac Regem. À l'offertoire, c'est votre fils, marquise, qui chanta un beau motet de monsieur Cambert. »

Claude de Mousson est un garçon en bonne santé. La prière réjouit peut-être son âme, mais le réveillon lui dicte des réflexions dignes d'un véritable gourmand. « Après la cérémonie, écrit-il, nous fûmes tous invités à un festin fort civil, par messire l'abbé, qui nous reçut au château seigneurial et avec nous vinrent quelques notables convives. »

Le menu destiné à la fine fleur de la société de Ville-Marie a de quoi ranimer l'appétit et chasser le sommeil qui, passé minuit, pourrait tenter les plus fatigués. « Messire l'abbé nous régala d'une pièce de pâtisserie bourrée de pigeonneaux. Un pâté d'ortolans n'eût pas été meilleur. Et ma foi, nom d'un tambour ! j'estime que le maître d'hôtel du prince de Condé, Vatel lui-même, en eût été content. Nous étames aussi du pain sucré avec du raisin dedans et des écorces de citron confits. Aussi, pour boire, du vin et de la bière. »

On avait veillé tard et, peu avant de quitter la demeure seigneuriale, les

toasts s'étaient multipliés : « ...une tasse de vin d'Espagne, à la santé du Roy, de la Reyne, de la Reyne-Mère, et de toute la famille royale. Après ce fut le tour des Puissances absentes » et de tous ceux à qui hiérarchie, politesse et affection recommandaient de saluer en pensée.

Rassasié et peut-être au bord de l'ivresse, Claude assiste ensuite aux messes de l'aurore et du jour. C'est la coutume, quand on est pieux, d'assister aux trois cérémonies. La messe de Minuit a été merveilleuse, les deux autres ne le sont pas moins. L'église vibre sous les prières dévotes. Les cantiques se succèdent. On chante.

En français bien sûr, mais aussi en algonquin « par une bande venue de la rivière aux Outaouais. Je voudrais marquise, que vous les eussiez pu entendre. Ils chantent honnêtement, les femmes surtout ».

Il est probable qu'il n'ait pas pu dormir avant tard, l'avant-midi du 25 décembre, les tambours et les flûtes du régiment ayant reçu l'ordre d'aller « donner des aubades au commandant de la place, au colonel et au représentant des seigneurs, messire l'abbé Souarte ».

Claude de Mousson rédigea cette lettre le jour même, à 16 heures, grâce à la bienveillance de Jeanne Mance qui lui « bailla plume, encre et papier ». Levant soudain les yeux, il photographia littéralement ce qu'il vit : « Au moment où je trace ces mots, je regarde par la fenêtre, de l'autre côté du sentier, mademoiselle Mance qui sort du logis de la soeur Bourgeois, laquelle habite au-dessus de l'école qu'elle fonda il y a huit ans [...] »

## Offre d'achat des actions de Provigo: Lévesque Beaubien Geoffrion s'explique

PIERRE BRUNET

L'auteur est président et chef de la direction de Lévesque Beaubien Geoffrion.

Dans le journal *La Presse* du mercredi 16 décembre et du samedi 19 décembre, on a lu deux articles critiquant Lévesque Beaubien Geoffrion. On a entre autres écrit : « L'administration de Lévesque Beaubien Geoffrion Inc. a fait preuve d'une efficacité boiteuse dans l'envoi des circulaires relatives à l'offre de Loblaw » pour l'achat des actions de Provigo.

L'article précisait que la circulaire demandait une réponse à l'offre dans les trois jours précédant la date d'expiration, qu'elle a été postée les 7 et 8 décembre et que la date d'expiration était le 10 décembre à midi.

Nous reconnaissons que les dates mentionnées ci-dessus sont exactes. Et il est vrai de dire que le tout serait ridicule et à l'encontre de l'intérêt des investisseurs si Lévesque Beaubien Geoffrion s'en était tenu à ce geste. Mais voici les faits :

a) Lévesque Beaubien Geoffrion et tous les autres courtiers ou institutions financières confient, depuis près de dix ans, le mandat de poster les circulaires d'offre à une compagnie nommée IICC Investor Communications.

b) Le rôle de IICC Investor Communications est de recevoir les documents dans un endroit central, de venir puiser, via l'informatique, les noms et adresses des investisseurs pour ensuite poster le tout la même journée pour toutes les institutions financières qu'elle représente.

c) Le 1<sup>er</sup> décembre, IICC Investor Communications avisait tous les courtiers et institutions financières qu'à cause des contraintes de temps, la circulaire des administrateurs de Loblaw n'étant pas disponible immédiatement, il serait important que nous ayons tous un plan de contingence pour contacter nos clients.

d) Donc, Lévesque Beaubien Geoffrion n'était pas dans une situation particulière ; tous les courtiers et toutes les institutions financières étaient dans la même situation. Nous avons tous appris, par la suite, que l'avis d'extension a été posté le 7 décembre et la circulaire des administrateurs, le 8 décembre.

e) Lorsqu'il y a extension d'une offre, les délais d'exécution sont toujours très courts, et il nous faut toujours avoir un plan de contingence. C'est pourquoi, dès le 1<sup>er</sup> décembre, nous avons commencé à contacter tous nos clients par le biais de nos conseillers en placement et de nos agents professionnels pour leur

donner les nouvelles conditions de l'offre.

f) Ce qui fut fait chez Lévesque Beaubien Geoffrion et chez les autres courtiers ou institutions financières avec grand succès puisque, à la date d'expiration, le jeudi 10 décembre, 98 % des actions en circulation de Provigo étaient déposées.

g) En ce qui concerne le solde de 2 % des actions de Provigo en circulation, la compagnie Loblaw offre d'acquiescer les actions aux mêmes conditions décrites dans les circulaires, évitant ainsi tout préjudice aux quelques actionnaires qui n'avaient pas pu être rejoints.

Pour conclure, il est vrai de dire qu'il ne s'agit pas d'une situation idéale lorsque tous les actionnaires au Canada reçoivent les circulaires à une date aussi tardive et, pour plusieurs, après la date d'expiration.

Notre rôle de courtier, devant cette difficulté, était de nous assurer que l'intérêt des actionnaires de Provigo était respecté et qu'ils reçoivent l'information par une autre source pour leur permettre de prendre une décision. Nous avons bien répondu au défi puisque, le jeudi 10 décembre 1998, 98 % des actions de Provigo étaient déposées en acceptation de la nouvelle offre.

## Monde

# Afflux de clandestins en Italie

## Le littoral adriatique accueille Kosovars, Kurdes et Albanais

d'après AFP  
ROME

Poussés par la guerre et la misère, les clandestins continuent à affluer sur le littoral adriatique de l'Italie, et les centres d'accueil de la région des Pouilles, confrontés à des arrivées massives depuis Noël, sont complètement saturés.

Entre vendredi et dimanche, 700 personnes ont débarqué sur les plages des Pouilles, selon les estimations des carabinieri d'Otrante. La reprise des combats au Kosovo, de bonnes conditions météorologiques et la période de Noël sont autant de facteurs qui font craindre un nouvel afflux dans les prochains jours, explique-t-on à la caserne d'Otrante.

Selon un carabinier, sur 700 personnes qui ont débarqué depuis trois jours, « environ la moitié sont des Kosovars, les autres sont des Kurdes d'Irak et de Turquie, et

quelques Albanais ». Ces derniers, en vertu d'accords passés avec l'Albanie, sont immédiatement expulsés.

Selon les carabinieri, les enfants ont constitué 20 % des réfugiés débarqués ces derniers jours.

Les Kosovars embarquent généralement de Vlora, port d'Albanie, pour une traversée de deux heures à bord de puissants canots pneumatiques jusqu'aux côtes italiennes, distantes d'une soixantaine de kilomètres.

Certains des Irakiens ont raconté pour leur part avoir voyagé à bord

de gros bateaux avant d'être transférés, en pleine mer, sur des embarcations pneumatiques.

Une fois le débarquement effectué, souvent dans des conditions dramatiques, les clandestins kurdes et kosovars reçoivent les premiers soins dans le port d'Otrante, avant d'être dirigés vers les trois centres d'accueil de la région des Pouilles, déjà remplis de personnes arrivées ces dernières semaines.

Devant l'afflux de clandestins, la préfecture a dû transférer une centaine d'immigrés vers des centres d'accueil en Sicile.

« Nous avons 500 hôtes alors que notre centre est prévu pour 250 à 300 personnes », a expliqué Don Cesare Lodeserto, responsable du centre Regina Pacis de San Foca, à une vingtaine de kilomètres d'Otrante. « Tous ces gens ont ou vont faire une demande d'asile politique, et doivent rester ici quelques jours en attendant que soient

effectuées les formalités », poursuit-il. Généralement, les réfugiés se voient accorder un permis de séjour temporaire, et très peu restent ensuite en Italie. Ils tentent de gagner la France, l'Allemagne ou la Suisse.

Les centres d'accueil sont uniquement gérés par des volontaires et des associations telles Caritas.

« Le gouvernement nous octroie 30 000 litres — environ 30 \$ CAN — par personne et par jour », explique Don Cesare. « Mais il faut nourrir ces personnes, les habiller, les soigner, leur donner de quoi s'acheter un billet de train lorsqu'elles partent. Nous dépensons neuf millions de litres (environ 9000 \$ CDN) par semaine », indique-t-il, en précisant que ces dépenses sont financées par des dons, certains du Vatican.

Très critiqué pour sa position en retrait, le gouvernement a multiplié les gestes ces derniers mois, en annonçant la création d'une « table de

concertation » avec la région des Pouilles sur la question de l'immigration, et en inscrivant huit milliards de litres pour les centres d'accueil dans la loi de finances 1999.

« Ce sont des signes positifs, mais il ne faut pas oublier que nous vivons une situation d'urgence chronique depuis un an », a indiqué le secrétaire de la présidence de la région des Pouilles, Angelo Disuma, en insistant sur l'« alarme sociale » et les risques pour la sécurité entraînés par l'afflux de clandestins.

« Les habitants des Pouilles réagissent très bien, et nous n'avons pas eu jusqu'à présent de problèmes de racisme », indique-t-il. « Mais la situation pourrait devenir incontrôlable », ajoute-t-il, en réitérant que « c'est un problème qui concerne toute l'Italie, et toute l'Europe ».

## D'autres touristes enlevés au Yémen

d'après AFP  
SANAA

Seize touristes — 12 Britanniques, deux Américains et deux Australiens — ont été enlevés hier dans la province d'Abyane, dans le sud du Yémen, par des membres d'une tribu armée, a annoncé un responsable local.

Celui-ci n'était pas en mesure dans l'immédiat d'indiquer quelles étaient les revendications des ravisseurs.

Les 16 touristes ont été « enlevés cet après-midi alors qu'ils visitaient la province d'Abyane. Les ravisseurs les ont emmenés dans la région d'Al-Wadiah, à plus de 100 kilomètres à l'est de Aden », a indiqué ce responsable.

À Londres, le Foreign office a confirmé, sur la base des rapports de l'ambassade de Grande-Bretagne à Sanaa, l'enlèvement des 12 ressortissants britanniques et des quatre autres touristes occidentaux.

« Nous sommes en contact avec les autorités yéménites et nous attendons des éclaircissements sur cet incident », a indiqué un porte-parole, ajoutant que « la priorité pour nous est la sécurité des otages et leur rapide libération ».

Le dernier enlèvement d'étrangers remonte au 6 décembre, lorsque quatre touristes allemands avaient été enlevés par la tribu des Bani Dhabiane, à 120 km au sud-est de Sanaa.

Ces touristes sont toujours en captivité. La tribu réclame des infrastructures pour le développement de la région.

Elle réclame aussi que le gouvernement construise des écoles et des dispensaires, relie le secteur aux réseaux d'eau et d'électricité et trace des routes.

Un journaliste du tabloïd berlinois BZ a assuré à son retour du Yémen qu'il avait vu les quatre Allemands et que ceux-ci avaient « suffisamment à boire et à manger ». « Mais il n'y a ni électricité, ni eau courante », a-t-il ajouté.

Le journaliste, Sadek Hamaiel, un Syrien de 27 ans, est rentré hier en Allemagne après avoir été incarcéré pendant une semaine au Yémen, affirme son journal, qui publie son interview dans son numéro de ce matin.

Le journaliste a indiqué qu'un des otages avait besoin d'un médicament pour la tension artérielle. Il a précisé qu'il avait communiqué cette information « à l'ambassade d'Allemagne ».

Fortement armées, les tribus yéménites ont fréquemment recours au rapt d'étrangers pour faire pression sur le gouvernement, malgré l'adoption en août d'une loi prévoyant la peine capitale pour les auteurs d'enlèvements.

Près de 150 étrangers ont été kidnappés ces dernières années au Yémen, et leur libération a eu lieu dans l'ensemble sans effusion de sang.



Ces Cubains qui se rendent au marché vendre leurs fruits et leurs légumes ne portent pas tellement attention à l'immense affiche vantant la révolution.

## La Révolution castriste a 40 ans

d'après AP  
LA HAVANE

La barbe est plus grise, les joues se sont creusées, des taches de vieillesse sont apparues sur les mains, parfois tremblantes. Pourtant, paradoxalement, l'âge est le plus grand triomphe de Fidel Castro : la révolution qu'il a menée à Cuba fête vendredi son 40<sup>e</sup> anniversaire.

En quatre décennies, rien ou presque ne s'est produit comme on pouvait le prévoir. Seule certitude : la vie de chaque Cubain s'en est trouvée radicalement changée. Pour certains en mieux, pour d'autres en pire.

La Révolution castriste a survécu à toutes les tentatives des États-Unis pour la renverser. Elle a même survécu à la chute de l'allié soviétique. Castro lui est toujours là, il tient bon et continue de clamer « le socialisme ou la mort ». Pourtant, les hôtes sont aujourd'hui plus importants que les missiles russes.

L'ère castriste débute le 1<sup>er</sup> janvier 1959, peu après minuit, lorsque le dictateur Fulgencio Batista, son armée en déroute, fuit La Havane en avion pour la République dominicaine.

À l'autre bout de l'île, à Santiago, Castro prononce son premier discours d'homme d'État, en s'en défendant. « Personnellement, je

ne suis pas intéressé par le pouvoir, et je n'envisage à aucun moment de l'assumer », assure-t-il devant une foule de partisans.

À cette époque, les révolutionnaires s'inspirent de Jose Martí, héros de l'indépendance cubaine, et pas encore de Karl Marx. Ils ont promis le multipartisme et des élections libres. Ils bénéficient d'un large soutien populaire, même dans les classes moyennes et supérieures, lassées du régime brutal de Batista.

Dans les magazines, les publicités pour Coca-Cola vantent « la résurgence des libertés démocratiques ». Même Washington salue, dans un premier temps, l'arrivée au pouvoir de Castro.

Mais les premières ombres au tableau apparaissent vite. Quelque 300 personnes accusées de crimes de guerre sous le régime de Batista sont exécutées en trois semaines, provoquant un tollé international. L'historien Hugh Thomas estime à 5000 le nombre possible de personnes exécutées entre 1959 et 1970. Les peines capitales ont ensuite été plus rares.

À mesure qu'il penche vers la gauche, le nouveau gouvernement, très nationaliste, s'oppose fréquemment aux États-Unis : réformes foncières, nationalisation de compagnies pétrolières américaines, commerce avec les pays socialistes.

Washington change alors de cap et décide d'appuyer les tentatives visant à renverser Castro. C'est le

fiasco de la baie des Cochons : en avril 1961, près de 1300 exilés cubains soutenus par la CIA envahissent cette zone côtière mais, après trois jours, c'est la débâcle. La veille du débarquement, le Lider Maximo avait pour la première fois présenté Cuba comme un État socialiste.

Les liens commerciaux étant rompus avec les États-Unis, Cuba se tourne vers une économie de type soviétique, tandis que Castro prend le contrôle du Parti communiste. Les autres partis sont interdits et les opposants muselés.

Le dernier tournant de la Révolution castriste remonte à la chute des régimes communistes en Europe de l'Est et à la dislocation de l'Union soviétique en 1991. C'est la fin des énormes subventions économiques du bloc soviétique et le début des mesures de restriction draconiennes et des remises en cause difficiles.

Le gouvernement adopte des mesures qu'il considérait auparavant comme une hérésie : l'investissement capitaliste étranger, l'usage des dollars et les ventes privées de produits agricoles sont autorisés.

Aujourd'hui, les dollars injectés dans l'économie par les touristes étrangers, ainsi que les 500 millions envoyés chaque année par les exilés à leurs proches restés sur l'île permettent au pays de garder la tête hors de l'eau. Un pays où le salaire moyen est de 200 pesos (16 \$ CDN).

## Algérie: massacre camouflé par des tirs de mortier

d'après AFP  
ALGER

Des tirs de « heb heb », mortier artisanal utilisé par les islamistes armés, sur Khemis Miliana, ont détourné dimanche soir l'attention des forces armées pendant le massacre à quelques kilomètres de là de 16 personnes, ont affirmé hier des témoins.

Les soldats ont cru qu'il s'agissait d'explosions de bombes mais n'arrivaient pas à les localiser dans la nuit, laissant le champ libre aux islamistes armés. Ceux-ci ont ainsi massacré à l'arme blanche sans être inquiétés une partie des habitants du quartier de Zmala, près du bourg de Beni Amrane.

Les explosions d'une quinzaine de « heb heb » ont même couvert la déflagration d'une bombe placée contre une des maisons de ce quartier, a indiqué un témoin.

Le bilan officiel de cette nouvelle tuerie, la plus importante depuis le début du mois de jeûne du ramadan le 19 décembre, est de 16 morts et quatre blessés.

Les tirs au « heb heb » sur Khemis Miliana ont fait une vingtaine de blessés légers, selon des témoignages sur place.

Les tireurs se sont ensuite enfuis dans la forêt de Menoura toute proche. Hier des hélicoptères de l'armée tournoyaient au-dessus de la forêt.

L'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche indiquait entretemps à Alger qu'il était candidat à l'élection présidentielle anticipée d'avril 1999 en Algérie.

Dans un communiqué parvenu hier à Berlin, l'instance de direction du FIS à l'étranger indique que le Front islamique du Salut entend se manifester par une « forte présence » lors de la campagne pour l'élection présidentielle d'avril en Algérie.

## Les corps décapités transportés vers Bakou

d'après AFP  
MOSCOU

Les corps des quatre otages occidentaux décapités en Tchétchénie étaient transportés hier de la république indépendante vers l'Azerbaïdjan, d'où ils seront envoyés aujourd'hui vers Londres, a rapporté l'agence russe Itar-Tass.

Les corps des trois Britanniques et du Néo-zélandais ont quitté Grozny, la capitale tchétchène, après une cérémonie funèbre.

Les corps des quatre otages avaient été retrouvés dans la nuit de vendredi dans la banlieue de la capitale tchétchène. Ils avaient été enlevés le 20 octobre par des hommes armés à Grozny. Leurs têtes avaient été découvertes posées au bord d'une route le 8 décembre.

# Des fleurs pour les khmers rouges

## Hun Sen prône la réconciliation sauf avec l'unijambiste Ta Mok

d'après AFP et AP  
PHNOM PENH

Khieu Samphan et Nuon Chea, les deux dirigeants historiques khmers rouges qui viennent de rallier le gouvernement royal du Cambodge, doivent être accueillis « avec un bouquet de fleurs dans l'esprit de la réconciliation nationale », a déclaré hier le premier ministre Hun Sen.

« Ceux qui, un jour, ont mené la guerre, reviennent dans la société, c'est pour cela que nous devons les accueillir non pas avec des armes,

des balles, des prisons ou des menottes, mais avec un bouquet de fleurs dans l'esprit de la réconciliation nationale », a-t-il indiqué à la presse.

« Nous devons creuser un trou pour y enterrer le passé et regarder le XIX<sup>e</sup> siècle en repartant de zéro », a ajouté Hun Sen, un ancien khmer rouge arrivé au pouvoir en 1985 avec le soutien du Vietnam.

Le premier ministre a néanmoins indiqué qu'il ne pouvait garantir aux deux hommes leur immunité : « Faire ou non un procès est au-delà de nos prérogatives gouverne-

mentales », a-t-il dit, estimant par ailleurs que les emprisonner « pourrait conduire à une guerre civile ».

Khieu Samphan et Nuon Chea, qui doivent arriver aujourd'hui à Phnom Penh, ont été membres de l'Angkar, l'organe suprême qui dirigeait le Cambodge lors de la dictature de Pol Pot entre 1975 et 1979. À l'époque, environ deux millions de personnes ont péri à la suite de purges massives, de famine, de maladies.

À Phnom Penh, l'organisation Human Rights Watch a réclamé dimanche que Khieu Samphan et

Nuon Chea soient arrêtés et jugés pour crimes contre l'humanité.

Le jour de Noël, 20 ans jour pour jour après l'invasion du Cambodge par le Vietnam pour renverser le régime khmer rouge, Khieu Samphan et Nuon Chea ont annoncé par téléphone à Hun Sen leur reddition.

Toujours retranchés dans leur ancien fief de Pailin, près de la frontière thaïlandaise, sous la protection d'ex-compagnons d'armes qui ont fait défection il y a deux ans, les deux hommes doivent rencontrer Hun Sen aujourd'hui à Phnom Penh.

Pour le premier ministre, qui dit avoir le soutien du roi Norodom Sihanouk, la paix est plus importante que la justice. « Il s'agit d'une question purement cambodgienne », a expliqué Hun Sen. « Nous savons quel est le bon médicament à utiliser pour soigner ce problème. Si des étrangers tentent de s'y mêler, le problème ne partira jamais ».

Un seul leader khmer rouge, le général unijambiste Ta Mok, et peut-être une centaine de ses partisans, refusent toujours de se rendre. Hun Sen a exclu hier tout accord avec lui.

## Journaliste carbonisé, enquête fumeuse, selon Reporters sans frontières

d'après AFP et La Presse  
OUAGADOUGOU

L'organisation Reporters sans frontières (RSF) a critiqué, hier à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, « l'absence d'une enquête de police préalable », 15 jours après la mort de Norbert Zongo, un journaliste célèbre dans le pays décédé dans des conditions suspectes.

« Pas d'autopsie, pas d'enquête auprès de la famille et des témoins, pas d'expertise du véhicule », a noté Robert Menard, secrétaire général de l'association basée à Paris, qui y conduit une mission pour enquêter sur la mort de Zongo.

Norbert Zongo, 49 ans, directeur de l'hebdomadaire *L'Indépendant*, célèbre pour ses positions critiques vis-à-vis du régime du capitaine

Blaise Compaoré, a été retrouvé mort il y a deux semaines, le corps carbonisé, dans un véhicule apparemment non accidenté, sur une route déserte à 100 km au sud de Ouagadougou. Les corps de trois autres passagers, dont son frère, étaient également brûlés.

Ce décès a provoqué une vague de manifestations dans le pays suivie de protestations internationales d'organisations de défense des droits de l'homme et de journalistes.

Le Grila (Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique), basé à Montréal, a dénoncé ce « massacre ».

« Quatre bougies humaines pour Noël au Burkina Faso », avait écrit le Grila pour dénoncer la mort suspecte des quatre personnes. Le

groupe montréalais a aussi rappelé que le certificat de décès de Thomas Sankara porte officiellement la mention « Décédé de mort naturelle ».

« Ce qui nous a sidéré, c'est le fait que la police manifestement n'a pas cherché à rencontrer les témoins », a déploré hier Menard, à Ouagadougou.

Pour lui, l'enquête « se résume pour l'instant à un constat de police au moment de l'accident et un constat médical par un médecin le plus proche des lieux ».

Menard affirme avoir pu « rencontrer sans aucun problème un certain nombre de témoins dans cette affaire », et a regretté que ces témoins n'aient pas, selon lui, été entendus par les autorités burkinabè.



### ÉPILATION AU LASER

100% sûr et abordable

La technologie au laser *GentleLase*<sup>MC</sup> enlève les poils faciaux et corporels indésirables en douceur grâce à un faisceau laser.

Traitement d'épilation **99\$** (une valeur de \$250) à partir de

Consultation **GRATUITE** pour femmes et hommes

Appelez au 985-9859 (poste 3) pour obtenir une consultation gratuite sans obligation, ou passez à notre clinique des Cours Mont-Royal.

SPADIVA est situé au 4<sup>e</sup> étage, au-dessus de la station de métro Peel

**SPADIVA**

Métro Peel Accès direct aux Cours Mont-Royal 2712449

# SEARS

## OFFRES DE FRAGRANCES EN ÉDITION LIMITÉE CALVIN KLEIN

3 des fragrances Calvin Klein les plus recherchées! **TOUTES** sont offertes à un prix attrayant... dans la limite des stocks seulement

### ETERNITY

2 produits pour elle

**57\$**

Une valeur de 87 \$\*

'Body Elegance': 50 mL d'eau de toilette en vapo et 75 mL de crème pour le corps

2 produits pour lui

**48\$**

Une valeur de 66 \$\*

'Body Elements': 50 mL d'eau de toilette en vapo et 75 g de désodorisant sans alcool.

### OBSESSION

4 produits pour elle

**52\$**

Une valeur de 79 \$\*

50 mL d'eau de parfum en vapo, 50 mL de lotion pour le corps, 50 mL de gel bain et douche en tube et 21 g de talc

2 produits pour lui

**32\$**

Un ensemble avantageux! 30 mL d'eau de toilette en vapo et 50 mL de baume après-rasage sans alcool en tube.

### ESCAPE

Édition limitée pour elle

**35\$**

Pour se faire un petit cadeau...

30 mL d'eau de parfum Escape en vapo.

4 produits pour lui

**48\$**

Une valeur de 71 \$\*

50 mL d'eau de toilette en vapo, 50 mL d'après-rasage sans alcool, 50 mL de shampooing pour corps/cheveux, 50 mL d'hydratant pour le corps.

\*Valeur basée sur le prix ordinaire Sears par mL ou gramme

# SEARS

# L'Iran prépare les premières élections municipales

d'après AFP  
TÉHÉRAN

Le ministère de l'Intérieur iranien a commencé à enregistrer hier les candidats aux premières élections municipales depuis la révolution islamique de 1979, prévues le 26 février.

Les inscriptions doivent durer une semaine, a annoncé le ministère.

Ce scrutin doit élire pour quatre ans quelque 200 000 conseillers municipaux dans tout le pays. Ceux-ci nomment ensuite quelque 720 maires et leur fonction est de superviser la gestion de leur circonscription et de participer à son développement social, économique et culturel.

Les élections municipales au suffrage universel sont prévues dans la Constitution iranienne adoptée

en 1980, mais n'avaient pas encore été mises en oeuvre en raison notamment de la guerre Iran-Irak (1980-88).

Les maires étaient jusqu'à présent désignés par le ministère de l'Intérieur ou ses représentants locaux.

La tenue de ces élections était l'une des principales promesses du président réformateur Mohammad Khatami, partisan du renforcement de la société civile et de l'État de droit.

L'Iran, qui compte 39 millions d'électeurs pour environ 60 millions d'habitants, utilise le suffrage universel pour l'élection du président de la République, des députés, ainsi que de l'Assemblée des experts, un collège religieux chargé de choisir le guide suprême du pays.

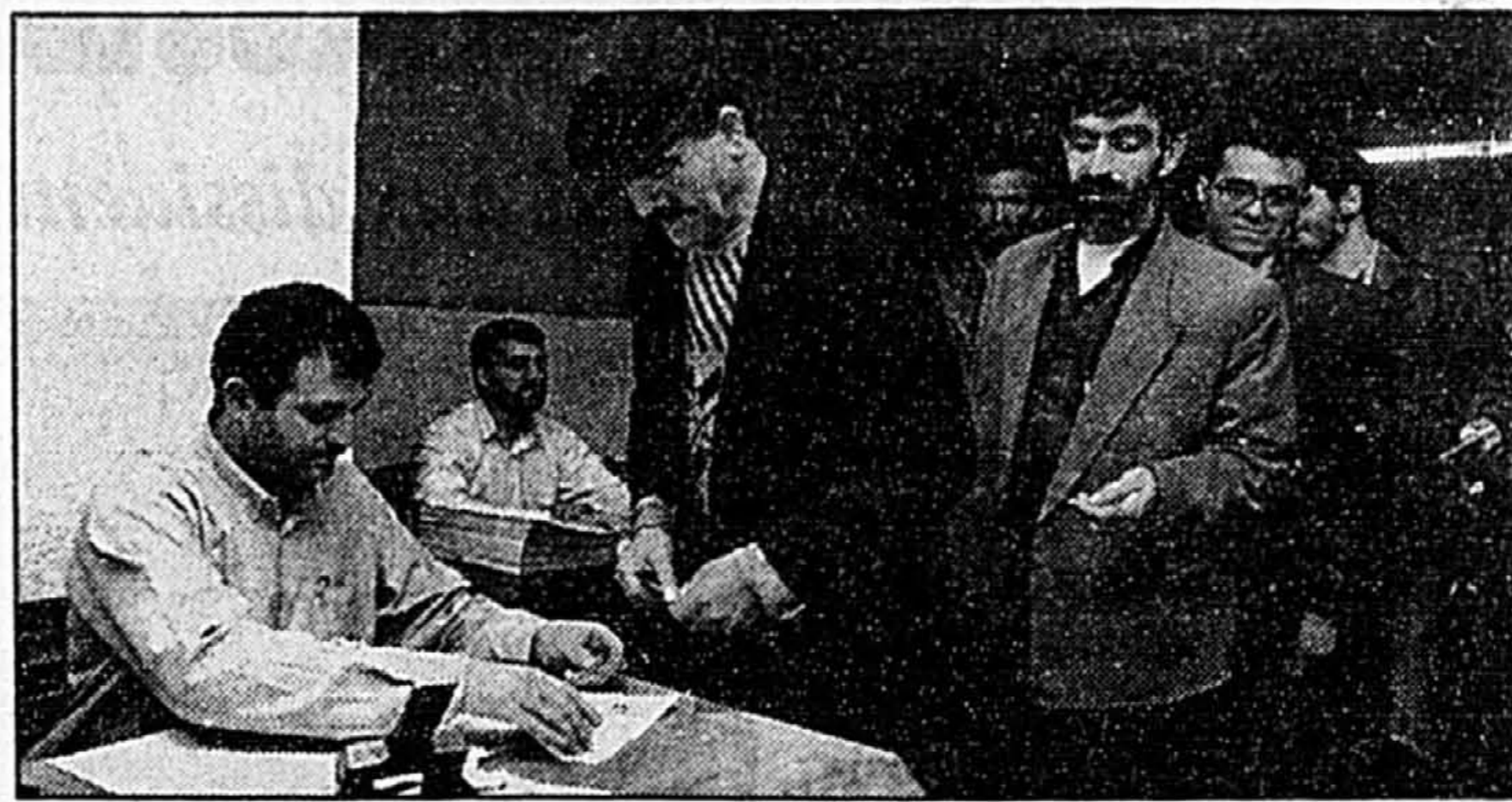
Le principal mouvement d'oppo-

sition armée au régime, les Moudjahidine du peuple, a appelé hier au boycottage des élections municipales.

Dans un communiqué distribué à Bagdad, où sont basés les Moudjahidine, le chef de cette organisation, Massoud Rajavi, a affirmé que le boycottage de ces élections au suffrage universel, qu'il a qualifiées de « farce », était « un devoir national ».

Les candidats aux municipales doivent reconnaître la Constitution de la République islamique ainsi que la primauté du Guide religieux sur les institutions du régime (velayat e-faqih).

« La lutte pour le pouvoir au sein de ce régime illégal ne peut pas être présentée comme une ouverture », a ajouté Rajavi, affirmant que Khatami devait d'abord « abandonner la Constitution basée sur le principe du velayat e-faqih ».



Les candidats aux élections municipales en Iran ont commencé à s'inscrire.

# Un chef hindouiste se rétracte après des propos anti-chrétiens

d'après AFP  
NEW DELHI

Un dirigeant hindouiste, qui avait accusé dimanche le Prix Nobel d'économie Amartya Sen d'être mêlé à un « complot chrétien » contre l'Inde, s'est rétracté hier, affirmant au contraire que l'économiste indien avait largement mérité cette récompense.

« Il mérite le prix Nobel, qu'il aurait dû avoir depuis longtemps », a déclaré Ashok Singhal, chef du parti VHP (Conseil de l'hindouisme mondial), allié au sein de la coalition gouvernementale au Parti indien du peuple (BJP, hindouiste) du premier ministre Atal Behari Vajpayee.

Selon le journal *Indian Express*, Singhal avait estimé dimanche que les appels d'Amartya Sen à l'éducation des masses visaient à promouvoir les écoles gérées par les missionnaires.

Il ajoutait que l'attribution du prix Nobel à Amartya Sen était « politique », comme l'était le prix Nobel de la paix décerné à mère Teresa, accusée par le VHP, parti notoirement hostile aux chrétiens et aux musulmans, d'avoir voulu convertir les pauvres au christianisme.

« M. Sen a justement relevé que l'émancipation économique des masses passait par l'éradication de l'illettrisme et de meilleurs services de santé », a déclaré Singhal lors d'une conférence de presse convoquée hier à la hâte.

« Mais au nom de ses préceptes, l'Inde pourrait être submergée de fonds étrangers dont l'usage ultime est la conversion religieuse », a-t-il cependant ajouté.

Les déclarations d'Ashok Singhal intervenaient alors que des attaques contre la minorité chrétienne étaient signalées dans l'ouest de l'Inde. Selon l'agence PTL, des écoles chrétiennes ont été attaquées par des extrémistes hindous le jour de Noël dans l'État de Gujarat, où de nouvelles attaques ont visé dimanche des églises et des écoles.

# Benazir Bhutto empêchée de quitter le Pakistan

d'après AFP  
KARACHI

Benazir Bhutto, ancien premier ministre et dirigeante de l'opposition pakistanaise, s'est vu interdire hier par le service d'immigration de l'aéroport de Karachi de quitter le pays, ont rapporté des témoins et des opposants.

Les agents d'immigration ont fait savoir à Mme Bhutto, qui souhaitait prendre un avion pour Dubai afin d'y retrouver ses trois enfants, qu'elle figurait sur une liste gouvernementale des personnes interdites de se rendre à l'étranger, a indiqué un porte-parole de l'opposition.

Des centaines de sympathisants du Parti populaire du Pakistan (PPP) de Mme Bhutto s'étaient rassemblés à l'extérieur de l'aéroport en scandant des slogans hostiles au gouvernement du premier ministre Nawaz Sharif, lorsqu'elle est retournée en voiture jusqu'à sa résidence.

Mme Bhutto, que les autorités souhaitent traduire en justice pour corruption, a affirmé avoir obtenu des tribunaux l'autorisation de se rendre à l'étranger. « Mais il semble que Nawaz Sharif me l'interdise », a-t-elle déclaré aux journalistes.

# Explosions devant deux banques en Grèce

Agence France-Presse, ATHÈNES

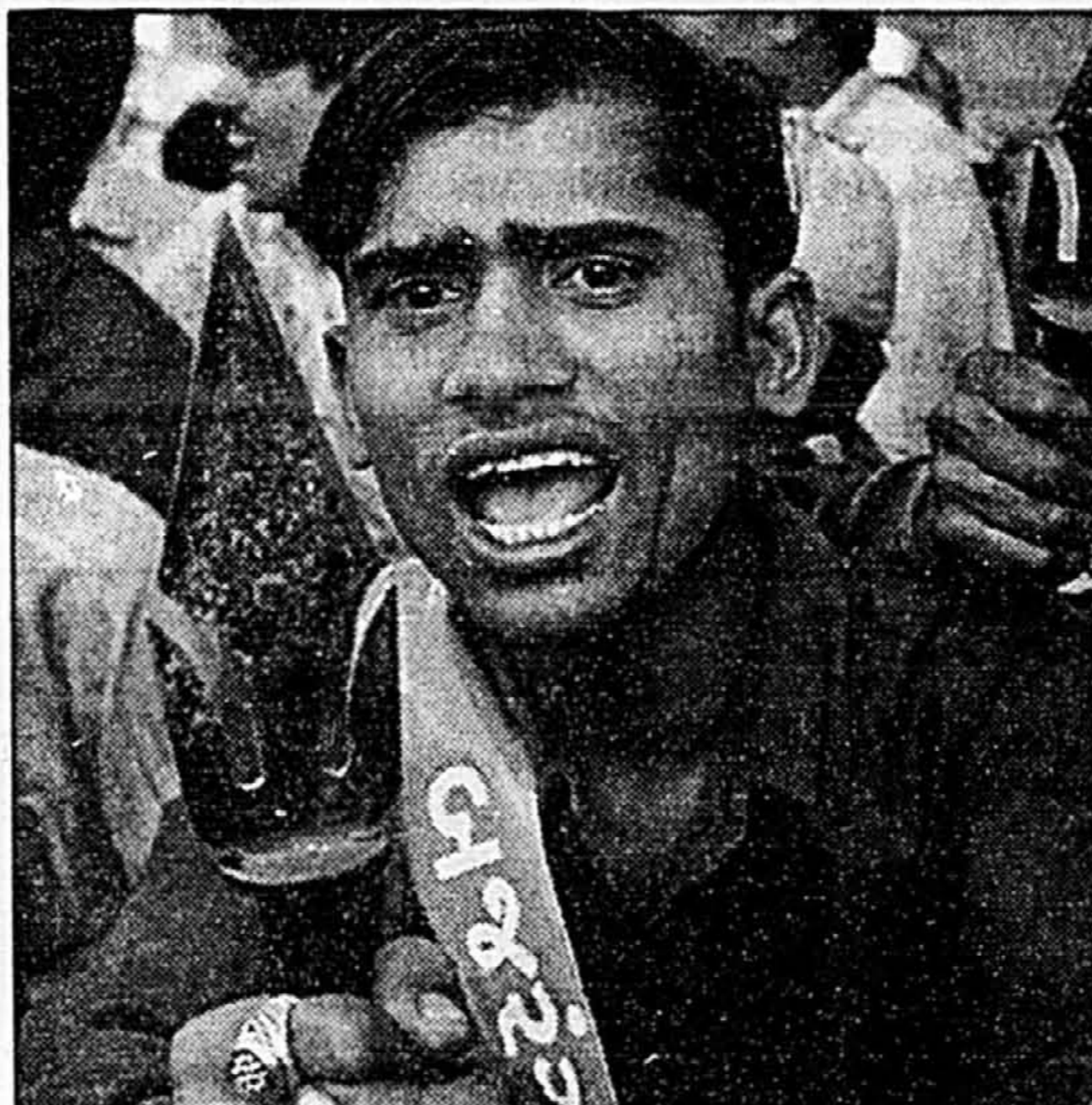
Deux engins de fabrication artisanale ont explosé dans la nuit de hier devant des succursales, au Pirée, des banques américaine et britannique American express et Barclays provoquant des dégâts matériels, a indiqué la police.

Les bombes ont explosé peu après minuit (21h00 GMT) à sept minutes d'intervalle dans le port du Pirée, au sud d'Athènes.

Un inconnu se réclamant du groupe « Cellules révolutionnaires » avait téléphoné avant les explosions aux rédactions d'un journal et d'une radio en revendiquant les attentats. Il n'a pas fourni de détail sur les motifs des attentats, qui interviennent après les opérations américaine et britannique en Irak.

Irak

Ce groupe s'était déjà manifesté durant l'été 1997 en revendiquant un attentat contre le bureau à Athènes de l'ancien ministre socialiste de l'ordre public Stélio Papathémélis, connu pour ses positions nationalistes.



Un militant brandit un couteau traditionnel au cours d'une manifestation anti-chrétienne.

**BOXING WEEK**  
du 26 au 31 décembre 1998

Jusqu'à 50% de rabais sur articles sélectionnés

chlorophylle  
patagonia  
LOUIS GARNEAU  
Marmot Pour la Vie  
ORAGE

Certaines de ces marques peuvent ne pas être disponibles dans tous nos magasins

**ALTITUDE**  
SPORTS PLEIN AIR

3879, Taschereau, St-Hubert (450) 656-0088  
1472, Peel, Montréal (514) 288-8010  
4140 St-Denis, Montréal (514) 847-1515

## Une aubaine calculée pour tomber pile!

Cellulaire  
Parlez à la carte avec carte-minutes  
**\$149<sup>99</sup>**

- Aucun contrat
- Aucune vérification de crédit
- Aucune mensualité!

Mitsubishi AH-270, 1718900



Plus deux cartes de 60 minutes\*

\*Offre postale, détails en magasin

Une valeur de **\$50**

Plus un crédit en magasin de

**\$25**

Détails en magasin

C'est simple comme bonjour!

Hâtez-vous, cette offre exclusive à RadioShack expire le 31 décembre 1998.



**RadioShack**  
Vous avez des questions. Nous avons les réponses.



\*Rogers Cantel Inc. utilisé sous licence.  
\*\*AT&T Corp. utilisé sous licence.  
Interurbain américain, déplacement et taxes en sus.

# Diplomates canadiens, européens et américains protestent à Pékin

Ils manifestent leur appui aux dissidents chinois

Agence France-Presse  
BONN

Les ambassadeurs ou chargés d'affaires des Quinze, dont les États-Unis, ont protesté auprès de Pékin contre les condamnations de dissidents, a indiqué hier le porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères, Martin Erdmann.

Les représentants des Quinze, des États-Unis, du Canada et de la Norvège « ont protesté contre les fortes peines de prison prononcées contre des défenseurs des droits de l'homme et ont demandé leur libération », a précisé le porte-parole.

Cette démarche a été faite à Pékin par les « ambassadeurs ou chargés de mission », qui ont rencontré le 23 décembre un responsable de département au ministère chinois des Affaires étrangères, a précisé Erdmann.

L'initiative avait été lancée « entre autres par Joschka Fischer », ministre allemand des Affaires étrangères, a ajouté le porte-parole.

Pékin a réagi par un « rejet » de cette protestation en indiquant que la Chine était un « État de droit », a ajouté Erdmann.

La Chine a condamné dimanche



PHOTO AFP

**Xu Jing, dont le père Xu Wenli a été condamné à 13 ans de prison la semaine dernière en Chine, a lu dimanche un communiqué au cours d'une manifestation de soutien devant l'édifice des Nations unies.**

le militant syndicaliste Zhang Shuang à 10 ans de prison pour « atteinte à la sécurité de l'État », le quatrième dissident à être con-

damné à une peine d'au moins 10 ans de prison en moins d'une semaine.

# Arrestation d'un autre ancien dirigeant de la dictature argentine

Agence France-Presse  
BUENOS AIRES

L'amiral Ruben Franco, ancien chef de l'Armée au temps de la dictature au pouvoir en Argentine de 1976 à 1983, a été arrêté hier à Buenos Aires pour sa participation présumée à un plan systématique d'enlèvements d'enfants durant la « guerre sale », a-t-on appris de source judiciaire.

En raison de son âge, plus de 70 ans, Ruben Franco a été placé aux arrêts domiciliaires comme, avant lui et pour la même raison, le général Jorge Rafael Videla et les anciens amiraux Emilio Masera, Jorge Supicich et Antonio Vanek.

Cette mesure n'a pas bénéficié à un ancien officier de la Marine,

Hector Febrés, 55 ans, qui a, lui, été emprisonné le 17 décembre dernier, également pour enlèvement d'enfants, seul délit non amnistié depuis la fin de la dictature.

Jorge Acosta, surnommé « Le Tigre », ancien chef des opérations spéciales de l'École de mécanique de la marine (ESMA) où ont disparu au moins 5000 des 30 000 victimes estimées de la dictature, est actuellement en fuite et fait l'objet d'un mandat d'arrêt national et international.

Grâce à l'organisation humanitaire des « Grands mères de la place de Mai », 61 personnes, fils ou filles de disparus, ont, à ce jour, retrouvé leur véritable identité.

# Sept morts du choléra dans le nord du Nicaragua

Agence France-Presse  
MANAGUA

Au moins sept personnes sont mortes du choléra dans une zone isolée du nord du Nicaragua au cours des deux dernières semaines, tandis que 104 cas ont été signalés, a annoncé hier le ministère de la Santé.

Le choléra a fait son apparition dans le village de Quilali, 230 km au nord de Managua, au début du mois de décembre, mais la situation est « sous contrôle », selon le ministère.

L'épidémie s'est probablement produite après consommation d'eau contaminée, selon le ministère.



# ZÉRO %

Pour un temps limité,  
on vous offre un taux de crédit de 0 % jusqu'à 48 mois  
à l'achat de l'un de nos modèles 1998 en stock\*

## Boni de Noël

Windstar LX 1999

Maintenant avec 2 portes latérales coulissantes

# 299 \$\*\*

par mois

LOCATION 30 MOIS  
TRANSPORT INCLUS  
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS



L'offre sur le Windstar est seulement pour un temps limité.



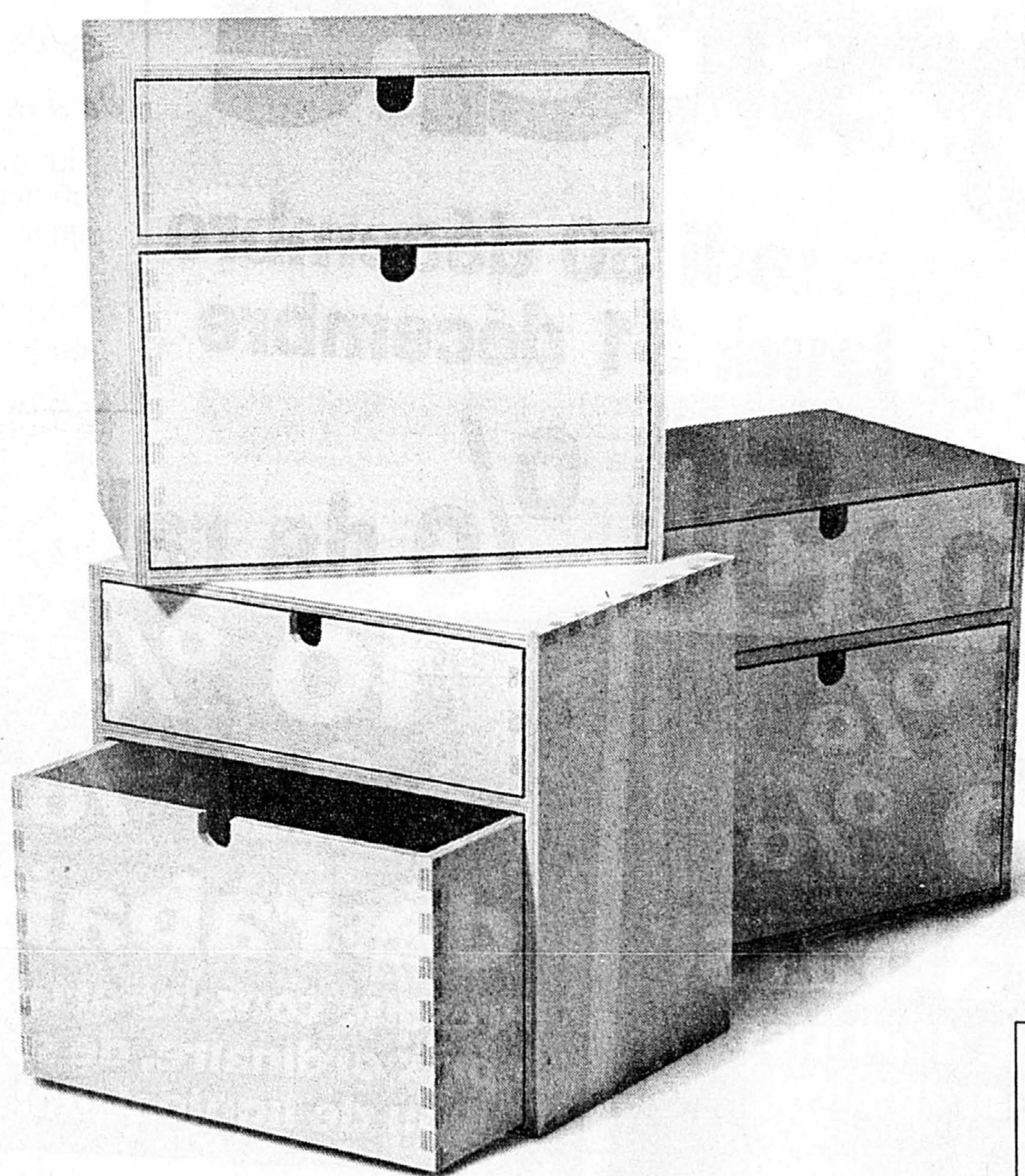
Vos concessionnaires Ford et vos  
concessionnaires Lincoln Mercury

www.acfmq.qc.ca



L'offre de taux de crédit de 0 % jusqu'à 48 mois offerte par Crédit Ford s'applique à l'achat au détail de tous les modèles neufs 1998 en stock, à l'exception des modèles Econoline et Lincoln. Sujet à l'approbation du crédit. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre. \*Photo à titre indicatif seulement. Mise de fonds de 3 995 \$. Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Première mensualité exigée. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 50 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Sujet à l'approbation du crédit. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

# Une mini-commode à mini-prix (50% de rabais)



MOPPE 1  
mini-commode  
**9,95 \$**  
Ord. 19,95 \$

Offre en vigueur ce mercredi seulement. Limite d'une par client, jusqu'à épuisement des stocks.

**LES SOLDES D'HIVER BATTENT LEUR PLEIN CHEZ IKEA.**  
Épargnez jusqu'à 50% sur des articles choisis à travers tout le magasin.



**IKEA Montréal, 9191, boul. Cavendish, Ville Saint-Laurent H4T 1M8 (514) 738-2167**  
Ouvert le 29 et le 30, de 10 h à 21 h. Heures d'ouverture spéciales le 31, de 10 h à 17 h. Fermé le 1<sup>er</sup> janvier.  
Les soldes prennent fin le 10 janvier.

**Économisez et amusez-**  
**vous grâce aux** milles de récompense  
**AIR MILES<sup>md</sup> à la Baie!**

**Les originales et les meilleures!**

# Aubaines mystère

**Le mercredi 30 décembre  
et le jeudi 31 décembre**

*Nos heures  
de magasinage*

Le mercredi  
30 décembre,  
de 9 h à 21 h

Le jeudi  
31 décembre,  
de 9 h à 17 h

**10 % à 50 % de rabais**

**30 %  
à 50 %  
de rabais**

Sélection d'articles  
à prix ordinaire!

**10 %  
à 25 %  
de rabais**

Presque tous les articles  
à prix ordinaire, de solde  
ou de liquidation!

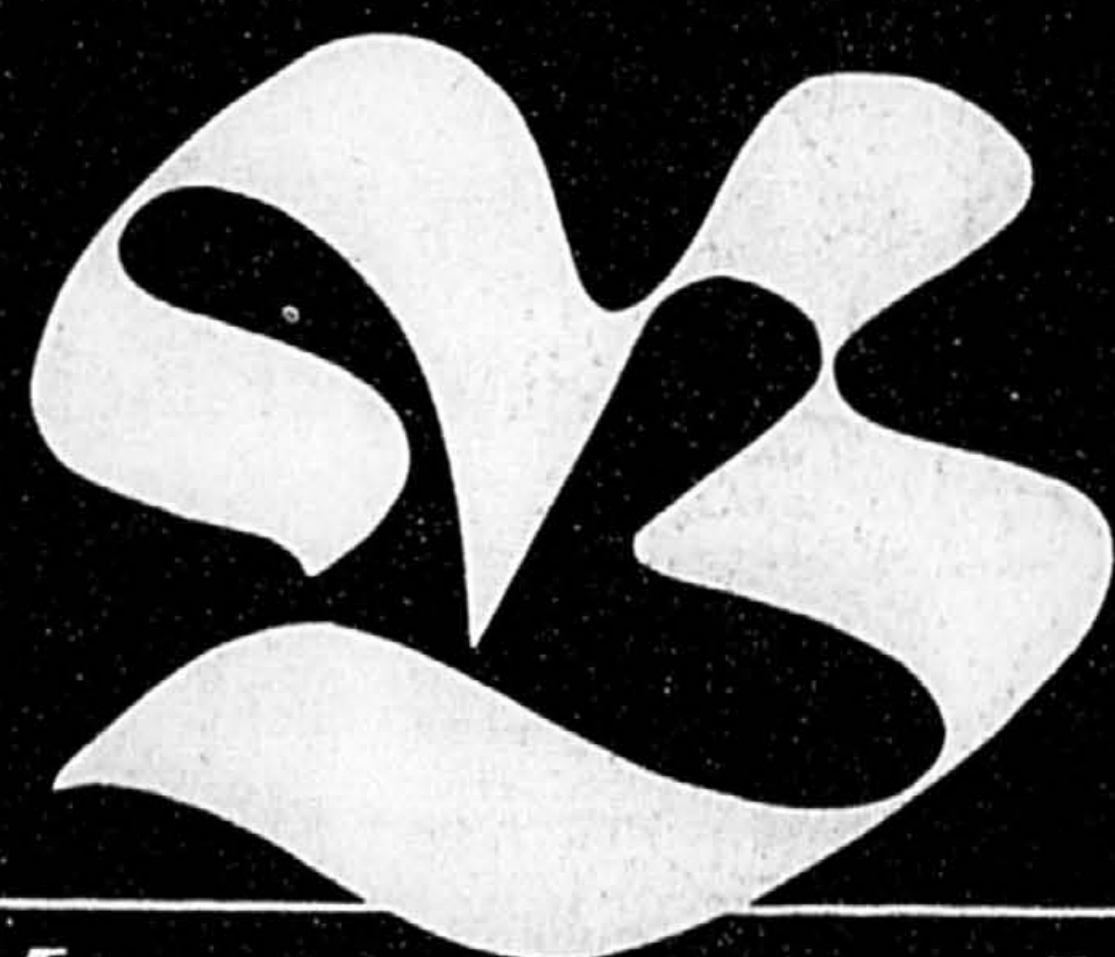
**20 % de rabais**

Tous les gros électroménagers  
Beaumarck<sup>®</sup> à prix ordinaire

Gros électroménagers, rayon 627.

Veillez consulter votre carte Aubaines mystère, ou l'une de celles offertes en magasin, pour connaître les exceptions, les détails et le règlement. Les offres spéciales sont exclues des rabais des Aubaines mystère. Le lumignon en cristal à la mémoire de Diana, princesse de Galles, est exclu des Aubaines mystère. Désolés, aucun bon d'achat différé ne sera émis pour les articles des Aubaines mystère et des offres spéciales.

Les milles de récompense AIR MILES<sup>™</sup> sont accordés mensuellement selon le total des achats, taxes non comprises.  
<sup>md, mc</sup> Marque déposée/de commerce d'AIR MILES<sup>™</sup>  
 International Holding N.V., employées en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et la Baie.  
 Employé seul, AIR MILES<sup>™</sup> signifie milles de récompense AIR MILES<sup>™</sup> à moins que le contexte n'implique autre chose.



**MON MAGASIN  
MON STYLE**

DEPUIS 1670